

## Avis de tempête

---

Jean-François Clément

Après les changements intervenus à l'Est, l'attention des pays de la rive nord de la Méditerranée occidentale, jusque-là havre de paix, se tourne vers les menaces potentielles que peuvent représenter les pays de la rive sud. Les disparités économiques et démographiques entre les deux rives, les migrations, un développement possible de l'intégrisme peuvent représenter autant de bombes à retardement. Prévoir ces risques devra être un des objectifs majeurs des responsables européens et maghrébins.

La question peut se poser de savoir quelles répercussions en Méditerranée, orientale et occidentale, auront les changements intervenus récemment en Europe de l'Est et dans l'ancien empire soviétique. En effet, la perception des menaces dans les armées occidentales change actuellement très rapidement et l'attention se détourne d'autant plus volontiers de l'Est vers le Sud que les populations européennes sont de plus en plus sensibles à la croissance démographique maghrébine et au développement de l'immigration clandestine. Il y a là, estiment certains, de véritables bombes à retardement qui inquiètent maintenant plus l'opinion européenne que les chars russes. Que demain des régimes islamistes s'installent au Maghreb et des risques d'incidents graves sont possibles, peut-être même des guerres civiles ou des guerres interétatiques qui obligeraient, dans certains cas, les pays occidentaux à intervenir.

On peut alors se poser une triple question. Quels sont les

changements en cours, comment actuellement évolue le théâtre méditerranéen occidental sur le plan militaire? Quelles conséquences les autorités françaises doivent-elles en tirer, quelle stratégie doit être élaborée pour ce théâtre possible d'opération? Enfin comment les autorités marocaines perçoivent cet espace méditerranéen dans leur réflexion sécuritaire?

La Méditerranée occidentale jusqu'à présent a été un havre de paix à la différence de la Méditerranée orientale. Elle n'était pour les stratèges qu'un théâtre d'action secondaire où deux superpuissances étrangères à la région tentaient de se neutraliser mutuellement. Aussi l'importance stratégique du Maroc n'existait qu'en fonction de ce conflit Est-Ouest. Elle n'était que potentielle car elle ne devait se révéler qu'en cas de guerre mondiale dans le cadre d'une alliance de fait avec l'Otan dont le roi Hassan II disait qu'il fallait supprimer le "n" final. En effet, plusieurs accords secrets liaient les autorités marocaines à la France et aux Etats-Unis. En cas de conflit nucléaire, la France disposait d'une base pour ses fusées stratégiques dans l'Atlas. Les Etats-Unis, quant à eux, couvraient le flanc méridional de l'Otan et se servaient du Maroc, particulièrement dans les années 60, comme d'un relais vers le Proche-Orient. C'est ainsi qu'ils disposaient de deux bases aériennes, d'une base aéro-navale et de deux centres de communication et d'un centre de surveillance électronique de l'Agence nationale de sécurité. Le tout fonctionnait en liaison avec les bases des Açores, des Canaries et surtout du sud de l'Espagne.

Cependant, la multiplication des satellites et l'augmentation des rayons d'action des bombardiers ont fait que les Américains ont peu à peu abandonné ces bases en temps de paix dans les années 70. Ils n'ont plus besoin désormais que d'une possibilité d'usage de quelques bases en temps de guerre pour leur Force de Déploiement rapide. Toutefois, il y eut en 1987 un projet américain de transfert au Maroc de l'unité 401 de l'US Air Force chargée de missions nucléaires tactiques. Mais ce projet n'a pas eu de suite. En clair, en tant que moyen de liaison avec le Proche-Orient, le Maroc a perdu son importance ancienne et l'effondrement du pacte de Varsovie lui enlève son importance de flanc sud de l'Otan. Désormais, le Maroc n'existe plus sur le plan géostratégique mondial. Il y a là une donnée nouvelle qui est fondamentale. Quelles conséquences en tirent les responsables français et marocains?

S'il y a moins de menaces à l'échelle mondiale, cela ne signifie pas qu'il n'en existe plus à l'échelle régionale. On a même de bonnes raisons de croire que la Méditerranée occidentale pourrait devenir une zone de tempêtes d'ici une trentaine d'années. Jusqu'à présent, seule la Méditerranée orientale était source d'inquiétude : le cinquième des conflits mondiaux de 1945 à 1980 a eu pour cadre la zone instable du

Proche-Orient. On compte en effet, durant cette période, 58 conflits et 35 coups d'Etat dans cet espace. Mais au début du siècle prochain, la Méditerranée occidentale pourrait à son tour devenir une zone instable. Les raisons en sont connues : croissance démographique suicidaire bien qu'en réduction rapide, insuffisance alimentaire croissante, dettes croissantes, incapacité à assurer le financement interne des investissements, difficulté des transferts technologiques et de la formation des ressources humaines.

Prévoir ces risques qui peuvent donner naissance ensuite à des menaces, cela va être un des objectifs majeurs des responsables politiques et des états-majors européens et peut-être aussi maghrébins. Les premiers devront modifier des forces prévues jusqu'à présent pour une guerre nucléaire en Europe et non pour intervenir dans des combats conventionnels en Afrique ou en Asie. Les seconds devront se préoccuper d'avoir une marine dont la fonction soit autre que de garder simplement les côtes.

Jusqu'à présent, le seul problème qui se posait sérieusement aux pays européens de l'Ouest en Méditerranée occidentale était celui de la neutralisation rapide de l'Eskadra soviétique par le décryptage de ses moyens de communication, et éventuellement en cas de guerre, par l'élimination rapide de ses bâtiments de surface et le pistage puis la neutralisation de ses sous-marins. Ces objectifs de repérage étaient difficiles à atteindre en temps de paix à cause du nombre des bateaux qui circulent en haute mer. Il y avait aussi cette petite difficulté supplémentaire bien connue des marins depuis la Seconde guerre mondiale : on ne contrôle pas bien l'accès à la Méditerranée occidentale. Dans le détroit de Gibraltar, les sous-marins se déplacent dans le sillage de cargos et le bruit de fond des bateaux empêche la détection des submersibles. La situation est très différente en Méditerranée orientale où il est très simple pour les Occidentaux de miner Suez et les Dardanelles et de contrôler ces détroit et passage par l'armement nucléaire. En revanche, Gibraltar pose un véritable problème car la force des courants y empêche tout largage stable de mines et la largeur du détroit ne permet pas une nucléarisation efficace du passage. Jusqu'à présent, ces difficultés paraissaient mineures car la Méditerranée ne pouvait être dans l'esprit des stratèges qu'un théâtre secondaire de combat.

Mais il peut en être différemment dans l'avenir proche. D'autres menaces peuvent surgir comme on l'a vu lorsque la Libye a bombardé l'île italienne de Lampédouse. Si demain des régimes hostiles cherchaient à menacer le commerce méditerranéen, c'est-à-dire l'approvisionnement de l'Europe en énergie, en gaz ou en pétrole, ou en matières premières, les routes maritimes seraient très probablement sanctuarisées comme l'ont été les oléoducs du Proche-Orient. Ceci

signifie que tout acte hostile visant à interdire cet approvisionnement peut entraîner une riposte nucléaire au moins tactique. Et c'est alors que les risques deviendraient très importants. Car le commerce européen ne peut être durablement touché. 190 navires passent quotidiennement en moyenne le détroit de Gibraltar. Les pays importateurs ne peuvent accepter la fermeture de ce passage, pas plus d'ailleurs que les pays exportateurs du sud qui perdraient une grande partie de leurs ressources en devises. Seraient dans ce cas menacés les intérêts du Japon, de l'Allemagne, des Etats-Unis, de la France et secondairement de l'URSS Une alliance entre ces pays, en vue de protéger leurs flux commerciaux, est tout à fait possible et cela dès maintenant.

---

## Les autres menaces

---

Autres menaces : celles qui viseraient les câbles, les gazoducs ou les oléoducs sous-marins, celles aussi qui interdiraient le passage aérien civil. L'arme du terrorisme dirigé contre de telles cibles est également une menace possible. On l'a vu après la destruction d'une discothèque américaine de Berlin par des Libyens venus de RDA La réplique, le bombardement de la caserne où logeait Kadhafi à Tripoli, ne s'est pas fait attendre. Or de tels incidents peuvent dégénérer. Ces attentats peuvent se reproduire car le Semtex, livré jadis par la Tchécoslovaquie à la Libye, est toujours disponible pour d'éventuels aventuriers. On l'a encore vu il y a quelques mois dans l'attentat commis sur un avion français au-dessus du Tchad par des agents libyens. Des risques existent aussi à cause des relations tendues qu'entretiennent actuellement les marines américaine et libyenne dans le golfe de Syrte. En 1990, lors de ses manoeuvres de mars, la sixième flotte est restée bien au nord de ce golfe mais il pourrait en être autrement à l'avenir. Il en serait de même si des incidents avaient lieu à Gibraltar ou dans les présides espagnols du nord du Maroc.

Mais il faut aussi compter sur les risques d'incidents entre les pays maghrébins pouvant, dans certains cas, dégénérer en guerres. Il y eut les conflits pour la possession du pétrole du plateau marin continental entre la Tunisie et la Libye, pour le contrôle des oléoducs, avec tout récemment un attentat algérien dans le sud de la Tunisie, ou pour la maîtrise des phosphates avec une guerre de plus de quinze ans entre l'Algérie et le Maroc par Polisario interposé. Des prétextes divers pourront être invoqués pour légitimer l'accès à des ressources devenues rares en raison des croissances démographiques.

Aussi est-il très important pour des armées qui, jusqu'à présent, s'entraînaient surtout en vue de la dissuasion sinon pour une guerre

totale en Europe centrale de mieux connaître le théâtre méditerranéen. D'où l'exploration scientifique renforcée de cette mer et parfois couverte par le secret militaire. Il s'agit en effet de connaître les caches sous-marines pour les submersibles, les courants pour les mines, les vents dominants et leurs évolutions pour les armements nucléaires tactiques. Il s'agit aussi de repérer les sous-marins, en particulier ceux qui ne sont pas équipés de moteurs diesel, à des profondeurs de plus en plus grandes et de les reconnaître sans équivoque en précisant les caractéristiques de leurs signatures. D'où aussi une attention accrue aux possibilités des armées des pays du sud de la Méditerranée, aux rayons d'action des avions et de leurs éventuels missiles. La surveillance des aviations et des marines maghrébines, en pleine expansion depuis 1975, basées à Casablanca, Mers-el-Kébir, Bizerte et Tripoli, est maintenant permanente. Pour le moment, le seul véritable danger vient de l'aviation algérienne. Elle seule peut atteindre l'Europe. Or la vulnérabilité côtière des pays de l'Europe méridionale est très forte à cause du très grand nombre d'usines installées sur le littoral. Au sud, la situation du Maroc est tout à fait particulière. Alors que la vulnérabilité des côtes tient surtout, en Algérie et en Tunisie aux fortes densités démographiques, ce qui rendrait dramatique l'usage du moindre armement nucléaire tactique, le Maroc n'a sur sa côte rifaine aucune ville d'importance pas plus qu'il n'a des infrastructures de transport ou des établissements énergétiques ou industriels.

Ce sont ces risques de conflits entre pays maghrébins et entre ces pays et des pays européens qui font que les marines européennes ont été renforcées dans cette zone méditerranéenne. La France a 40% de son potentiel de combat naval en Méditerranée dont ses deux porte-avions. Mais la Méditerranée est aussi sillonnée par les marines américaine, soviétique et italienne. Celles-ci manifestent l'intérêt de leurs pays pour tel ou tel Etat en temps de paix ou à l'occasion d'une crise comme ce fut le cas pour la marine française après l'attaque libyenne contre Gafsa en 1980. Elles marquent aussi des frontières comme le fait la marine américaine dans le golfe de la grande Syrte au large de la Libye. Elles provoquent aussi parfois les marines adverses pour les tester en entrant volontairement dans les eaux territoriales ou en frôlant les navires du pays qu'il paraît nécessaire de menacer.

Actuellement la situation est la suivante. L'aviation américaine basée à terre peut atteindre n'importe quel point de la Méditerranée. L'aviation française, sans ravitailleur de vol, atteint tout le Maghreb mais pas la Libye. Même chose pour l'Espagne. L'Italie atteint outre l'Algérie et la Tunisie, la Libye mais pas le Maroc. L'aviation russe pouvait atteindre tout le Maghreb à partir des bases situées chez ses alliés d'Europe de l'Est. Les missiles, de croisière ou non, de ces pays peuvent parvenir à n'importe quel point de la zone. Mais il y a aussi les

porte-avions à pont long que ne possèdent que les Etats-Unis et la France. Eux aussi peuvent atteindre n'importe quel point de la Méditerranée mais il leur faut se déplacer, c'est-à-dire disposer d'environ une journée pour faire les 1000 km nécessaires pour une intervention. Les navires porte-aéronefs italiens, anglais ou russes n'ont pas les mêmes capacités.

Les armées du Sud n'ont que de faibles capacités. L'aviation marocaine militaire ne peut aller au-delà de l'Espagne. L'Algérie peut atteindre la moitié sud de la France. La Tunisie peut se déplacer au-dessus du sud de l'Italie seulement et l'aviation libyenne ne peut dépasser la Corse, du moins en mission militaire car sans charge, les avions libyens peuvent survoler en principe l'ensemble du territoire français. Les marines maghrébines sont également très faibles sauf en Algérie et en Libye, ce pays ayant surtout des sous-marins conventionnels. Les frégates et les patrouilleurs qu'on trouve dans les marines du sud ont aujourd'hui complètement disparu au nord, avec l'exception d'un type particulier de frégate, les frégates lance-missiles. Au Sud, on ne trouve que des vedettes lance-missiles. D'Algérie, elles peuvent atteindre les Baléares et le sud de la Sardaigne, de Libye, la région de Messine et le sud de la Grèce.

Pour le moment, les armées du Nord ne travaillent que sur des scénarios limités, récupérer des nationaux par exemple à l'occasion d'une crise très grave au Maghreb. Cet exercice a été réalisé lors de l'opération Farfadet en avril 1990. Il fut surtout l'occasion de tester les moyens amphibies de débarquement et le porte-hélicoptères de la marine. Autre exercice également réalisé en 1990, l'envoi de parachutistes après la préparation du terrain par les commandos de recherche et d'action dans la profondeur. Grâce aux avions de ravitaillement Hercules, les Transall peuvent maintenant atteindre par surprise n'importe quel point à 6000 km de leurs bases au bout de 11 heures, ce qui rend l'armée française indépendante des porteurs américains qui furent nécessaires lors de l'opération Ebonite au Zaïre en 1978. L'opération Aigles 90 a été un important succès car elle a montré les capacités d'une armée qui ne dispose pas d'avions intercontinentaux du type C-141. Désormais les bases avancées ou les bases intermédiaires ne sont plus nécessaires. L'intérêt géostratégique des îles, ces porte-avions fixes, ou de certains pays comme justement le Maroc va donc encore diminuer.

---

## Les réponses seront avant tout politiques

---

La prise en compte de la zone méditerranéenne sera donc plus

importante à l'avenir. Cependant, il est bien évident que les véritables réponses aux problèmes qui se poseront seront avant tout politiques et économiques. Les solutions militaires ne seront mises en oeuvre que si les possibilités de co-développement échouent, qu'il s'agisse par exemple de l'instauration d'un fonds spécial avec une partie du paiement des dettes dues à la CEE pour résorber le chômage ou d'une banque destinée à financer le développement du Maghreb sur le modèle de la Berd chargée de l'Europe de l'Est. Michel Vauzelle, président de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, disait récemment que si la Méditerranée est le jardin de l'Europe, il n'y a pas de sécurité en Europe s'il n'y a pas de sécurité en Méditerranée. D'où la nécessité d'un processus analogue à celui d'Helsinki qui aboutirait, outre à une nouvelle co-gestion économique, à une Conférence pour la sécurité et la coopération en Méditerranée. Ce projet a été développé par l'Italie et l'Espagne en novembre 1990. Dix pays de la Méditerranée occidentale ont ensuite accepté à Rome en octobre de la même année de participer à une telle conférence.

Michel Aurillac, ancien ministre de la Coopération, propose au nom du Club 89 une Union de la Méditerranée occidentale sous la forme d'une coopération multilatérale entre Etats souverains. On pourrait alors créer un Conseil de la Méditerranée occidentale sur le modèle du Conseil de l'Europe. Prochainement, une réunion des chefs d'Etat de la Méditerranée occidentale aura lieu sur ce thème. Mais ce ne sont là, pour le moment, que des déclarations d'intention.

En attendant, il se prépare lentement une politique européenne de défense indépendante du projet américain de l'Otan et dirigée vers d'autres théâtres d'opération avec d'autres moyens que ceux de la dissuasion. Des forces aériennes et aéro-navales nouvelles à base d'hélicoptères, de blindés rapides ou d'aéro-transport vont être entraînées dans ce but et dans la zone Europe-Méditerranée. De nouveaux satellites d'observation vont être lancés par les Européens pour surveiller cette zone. Un commandement unifié européen, des grades identiques, l'uniformisation des armements seront peu à peu créés. Déjà en 1987, le ministre André Giraud a pensé créer une force commune franco-hispano-italienne pour des opérations ponctuelles en Méditerranée occidentale. Cette force dépendra de la future autorité politique européenne dont elle recevra ses directives sans qu'elle soit mise nécessairement sous commandement allié de l'Otan puisque les conflits prévisibles en Méditerranée ne mettront plus les européens face aux Soviétiques. Elle mènera seule ses interventions, ce qui ne veut pas dire sans coopération avec les Etats-Unis. Telle est la stratégie française qui se prépare actuellement pour ce théâtre possible d'actions futures.

Mais comment les autorités marocaines perçoivent-elles les changements en cours? Pour commencer, elles se perçoivent comme

spectatrices et non comme actrices. Et elles en éprouvent un profond ressentiment. Aussi leur objectif est d'abord d'être écoutées et d'agir ainsi indirectement. Pour cesser d'être des figurants, les marocains pensent qu'une union du Maghreb, dans le cadre de l'UMA, leur donnera une capacité de négociation accrue. Ils ont aussi créé en 1989 un Centre d'études stratégiques à Rabat qui publie des *Annales*, centre qui pourra esquisser pour la première fois une pensée stratégique marocaine.

Mais la Méditerranée n'est pas pour les responsables marocains un souci majeur. La priorité reste le Sahara et l'Atlantique. Le Rif et la côte méditerranéenne ne sont que l'envers du décor marocain. Seules comptent dans cette région les trois villes de Tanger, Tétouan et Nador. La pêche sur cette côte est négligeable (2% des prises marocaines). Et la mise en valeur est à peu près nulle. Les Marocains expliquent cela, avec une relative mauvaise foi, par la présence espagnole sur les côtes. Les présides seraient la cause de la contrebande et de la corruption qui empêcheraient le développement économique du littoral. Les rares bénéfiques, touristiques essentiellement, sont très modestes d'où un désintérêt de fait pour la zone.

Toutefois le Maroc participe, au moins formellement, à plusieurs commissions ou organismes qui se préoccupent de la Méditerranée comme la Commission internationale pour l'exploitation scientifique de la mer Méditerranée ou le Conseil général des pêches pour la Méditerranée. Il a participé au Plan d'action pour la Méditerranée et a signé la Convention de Barcelone et ses protocoles annexes. Il est membre aussi du Centre régional méditerranéen pour la lutte et l'intervention contre la pollution accidentelle par les hydrocarbures de Malte et du Centre de prévention et de lutte contre la pollution en Méditerranée d'Alger. Il a signé la charte sur l'environnement de Tunis et un accord sur la protection de l'environnement marin. Mais tout cela est à peu près sans incidence pratique. C'est de la gesticulation diplomatique bilatérale ou multilatérale. Tout au plus, le Maroc espère qu'ainsi les pays du nord de la Méditerranée, principaux pollueurs, payeront éventuellement d'éventuels dégâts à l'environnement.

Sur le plan militaire, l'armée marocaine est absente de la zone méditerranéenne en dehors de tout petits bâtiments basés à Al-Hoceïma et destinés essentiellement à interdire aux pêcheurs espagnols d'exploiter les eaux territoriales marocaines et à contrôler la contrebande et le trafic de drogue. Les Marocains sont donc encore moins acteurs sur le plan militaire que sur le plan économique. Ils ne possèdent d'ailleurs pratiquement pas de marine, 6000 hommes en tout et presque tous basés sur le littoral atlantique. Ce qui signifie l'absence totale du Maroc en cas de conflit ouvert en Méditerranée. Aussi les

Marocains contestent qu'on puisse en Europe les percevoir comme menace. L'essentiel de leur armée est effectivement enlisée dans le Sahara et elle a une fonction essentiellement défensive. Certes, le pays a reçu des Etats-Unis une couverture radar mais il ne dispose pas de vecteurs à longue portée. Il n'y a donc pas de menace dirigée vers la nord. D'autre part, les responsables marocains soutiennent que la solution des contentieux territoriaux et de nouvelles relations entre gouvernants et gouvernés diminueront dans les années à venir, une fois résolu le problème du Sahara occidental, les tensions potentielles existant au Maghreb. Au contraire, les Marocains se sentent menacés par la présence de marines étrangères au large de leurs côtes. Aussi demandent-ils d'une part la suppression des présides espagnols et d'autre part la réduction des effectifs des marines présentes en Méditerranée avec, à terme, le désarmement de cette mer.

Il est difficile de faire dialoguer sur de telles bases les pays méditerranéens, CEE au Nord et UMA au Sud, et donc la France et le Maroc. Les pays de la rive nord sont convaincus que des menaces potentielles existent au sud en raison des écarts croissants de richesses entre les pays du Nord et ceux du Sud depuis quelques années, d'où le renforcement de leurs marines et la constitution de forces rapides d'intervention. De plus la présence de la Libye dans l'UMA crée de nombreux problèmes dont on n'a jamais discuté franchement. Les pays du sud, tout à fait optimistes, pensent pouvoir résoudre seuls leurs problèmes d'instabilité politique et leurs conflits territoriaux et ils souhaitent voir les Européens renoncer d'eux-mêmes à un usage possible de la force. D'où leur souhait d'une politique méditerranéenne rénovée où la CEE fournirait les capitaux qui leur font maintenant défaut depuis la chute de leurs taux de croissance dans la décennie 80. Les pays du Nord confondent souvent risques et menaces et ceux du Sud ont une vision utopique de l'avenir. Que faire contre ces visions floues ou idéologisées? Si l'on veut que la Méditerranée retrouve sa fonction de confluence, une véritable co-psychanalyse collective est maintenant nécessaire. Peut-être la création d'une université méditerranéenne pourrait-elle jouer à cet égard un rôle utile?

**Jean-François Clément** est professeur à Nancy et auteur de nombreuses études sur le Maroc.